



GAMBERGE GENERALE

Nortel, Goodyear, Altis, Hewlett-Packard, ... les suppressions d'emplois se multiplient. Pour 2009, l'UNEDIC prédit 640 000 chômeurs de plus. En Côte-d'Or, entre les mois d'octobre 2008 et mars 2009, 4.506 employés ont été déclarés en chômage partiel.

Dans les services publics, après la suppression de 30 500 postes de cette année, c'est moins 35000 postes que le gouvernement prévoit pour 2010. La poste, même si l'État reste majoritaire, devrait devenir une société anonyme. Malgré le discours rassurant de la ministre de la santé, la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires) est contestée par la quasi totalité des syndicats de praticiens, celle-ci entérinerait une médecine à deux vitesses due à la privatisation rampante des hôpitaux.

La société s'enfoncé dans la crise et pourtant contrairement aux 29 janvier et 19 mars, après un 1er mai en demi-teinte, les manifestations du mardi 26 mai dernier ont réuni peu de monde.

Il convient de tenter d'analyser ce changement dans la mobilisation :

- le manque de clarté de cette journée «décentralisée», pas d'appel explicite à la grève, peu ou pas de communiqués sur les initiatives locales, manque de dynamique des sections syndicales, campagne médiatique annonçant l'avant-veille le peu d'entrain de la population à se rassembler,
- la lassitude due à l'espace trop important entre chaque appel, 1 tous les mois et demi,
- le sentiment d'être manipulé par les confédérations syndicales,
- le fatalisme qui s'installe, les mobilisations massives des 29 janvier et 19 mars n'ont guère fait reculer le gouvernement et le patronat,
- l'espoir que cette crise soit passagère,
- l'approche des élections européennes, ...

L'unité syndicale ou l'intersyndicale qu'elle soit locale ou nationale n'existe que sur la base du compromis, de l'effort et du respect mutuel.

Il ne faut surtout pas oublier que la composante principale du mouvement social, c'est la population et tout particulièrement, par leur capacité à faire grève, les salarié(e)s. Fort logiquement, en estimant qu'ils ont des intérêts communs à défendre, ils poussent les syndicats à construire l'unité.

Mais, par leur histoire, leur culture, leur stratégie, leurs revendications, chaque syndicat est différent ce

qui complique l'organisation d'une initiative plus forte, comme par exemple : la grève générale reconductible.

C'est que le syndicalisme espère encore dans le dialogue social, le compromis, le donnant-donnant alors que celui-ci tourne de plus en plus à l'avantage du gouvernement et du patronat.

Si la crise s'approfondit, elle pourrait amener une réelle montée du sentiment d'injustice.

Et là, comme le craignent de nombreux dirigeants européens, le mouvement social pourrait vraiment se radicaliser.

Il ne faut pas ignorer que l'essentiel de l'argent public a été versé vers ceux qui ont entraîné l'ensemble de la société dans cette situation.

Finalement, est-il étonnant dans la construction d'un rapport de force sur fond de licenciements d'assister à des retenues de quelques patrons ? Cette forme d'action permet de retourner le rapport de force en faveur des salariés, et de leur donner un poids dans le processus de négociation.

Le samedi 13 juin, l'intersyndicale nationale appelle à une nouvelle journée de mobilisation et de manifestations. Les revendications : la défense des services publics, l'indemnisation totale du chômage partiel, l'augmentation des bas salaires...

Ne pas y participer, c'est donner raison à tous les stratèges quels qu'ils soient, qui espèrent une mobilisation ridicule et qui n'oublieront pas d'annoncer la fin de cette partie.

Et puis, sans se faire d'illusion sur l'impact de cette seule journée, il faut la saisir comme une occasion de plus de continuer à construire ensemble une réponse à la politique de casse sociale du gouvernement.

DIJON – MANIFESTATION – SAMEDI 13 JUIN
PLACE DE LA LIBERATION - 10 HEURES